

TABLEAU 2 – LISTE DE TOUTES LES ENTITÉS CONSTITUTIVES DU GROUPE D'ENTREPRISES MULTINATIONALES CORRESPONDANT AUX DONNÉES AGRÉGÉES PAR JURIDICTION FISCALE

Nom du groupe d'entreprises multinationales : Exercice fiscal considéré :																
Jurisdiction fiscale (code ISO)	Entités constitutives résidentes de la juridiction fiscale *	Rôle **	Jurisdiction fiscale de constitution si elle diffère de la juridiction fiscale de résidence	Principales activités (une case minimum à cocher par entité)												
				Recherche / développement (R & D)	Détention ou gestion de droits de propriété intellectuelle	Achats ou approvisionnements	Fabrication ou production	Vente, commercialisation ou distribution	Services administratifs, de gestion ou de soutien	Fournitures de services à des parties indépendantes	Financement interne du groupe	Services financiers réglementés	Assurance	Détention d'actions ou d'autres instruments de fonds propres	Activités domanantes	Autres (à préciser en case suivante)
	1.															
	2.															
	3.															
	1.															
	2.															
	3.															
	1.															
	2.															
	3.															
	1.															
	2.															
	3.															

* Préciser, **au choix** : le numéro de TVA intracommunautaire, le SIREN ou tout autre numéro d'identification fiscale ainsi que le nom et l'adresse de l'entité (avec mention obligatoire de la ville et du code du pays y compris pour les entités situées en France). Se référer à la notice pour le traitement d'un établissement stable.

** Préciser, le cas échéant, si l'entité constitutive est :
 1- l'entité mère ultime ;
 2- l'entité déclarante ;
 3- à la fois l'entité mère ultime et l'entité déclarante.

TABLEAU 3 – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Nom du groupe d'entreprises multinationales :	
Exercice fiscal considéré :	
Veuillez indiquer dans cette rubrique la source des données utilisées (article 46 quater-0 YE de l'annexe III au CGI) mais aussi toutes les informations ou explications succinctes complémentaires qui vous semblent nécessaires ou qui faciliteraient la compréhension des informations obligatoires fournies dans la déclaration pays par pays.	
ATTENTION : les informations ou explications doivent être indiquées en anglais.	

Afin de permettre l'échange des données, la déclaration pays par pays doit respecter les règles suivantes :

Exercice social

Les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social sont obligatoires.

Qualité de la déclarante

Il convient de préciser si la déclaration est souscrite par le groupe d'entreprises multinationales établi en France répondant aux critères du I-1 de l'article 223 quinquies C du CGI ou par une entité du groupe désignée au dépôt (entité de substitution).

Juridiction fiscale

Il convient d'indiquer tous les pays et territoires dans lesquels sont situées les entités du groupe. En télédéclaration, le dépôt doit comporter autant de formulaires répétables que de pays ou territoires dans lesquels est située, au moins, une entité. Les entités doivent logiquement figurer sur le formulaire correspondant au pays ou territoire dans lequel elles sont localisées.

➔ **Les entités situées en France doivent également être portées sur un formulaire.**

Par ailleurs, le code des juridictions doit être conforme à celui figurant à la table des pays ISO3166 à savoir un code en 2 caractères. Pour les entités apatrides, le code « X5 » doit être utilisé.

Monnaie utilisée

Il convient de préciser la monnaie dans laquelle les données sont déclarées.

La monnaie peut être l'Euro ou toute autre monnaie utilisée pour établir les comptes consolidés.

➔ **Les données de la déclaration doivent être déclarées dans une seule et unique monnaie.**

En cas de conversion, le taux de change appliqué doit être indiqué au cadre « Informations complémentaires » .

S'agissant des codes « monnaie », il convient de se référer à la table ISO4217 (soit un code « monnaie » en 3 caractères).

➔ **Les données chiffrées doivent être indiquées en unité.**

Remplissage du tableau 1 – Répartition des bénéfices, des impôts et des activités par juridiction fiscale

Les montants négatifs ne sont autorisés que pour les données suivantes :

- **Chiffres d'affaires** ;
- **Bénéfices avant impôts** ; selon la norme prescrite par l'OCDE, le bénéfice (perte) avant impôt sur le revenu exclut les paiements reçus d'autres entités du groupe qui sont considérés comme des dividendes dans la juridiction fiscale du payeur ;
- **Impôt sur les bénéfices acquittés** ;
- **Impôts sur les bénéfices dus** ;
- **Bénéfices non distribués** ; les montants négatifs des bénéfices non distribués doivent être indiqués sans modification. S'il y a plusieurs entités dans la juridiction, les montants négatifs doivent être imputés sur les montants positifs. Le tableau 3 (informations additionnelles) doit dans ce cas préciser que le chiffre d'affaires inclut des montants négatifs dans l'État.

Les montants négatifs sont donc interdits pour les données suivantes : capital social, nombre d'employés, actifs corporels.

Un contrôle bloquant a été mis en place en téléprocédures sur les montants obligatoirement positifs (capital social, employés, actifs).

Données relatives au bénéfice (perte) avant impôts - exclusion des dividendes intra-groupes

Selon les normes OCDE, le bénéfice (perte) avant impôt sur le revenu exclut les paiements reçus d'autres entités du groupe qui sont considérés comme des dividendes dans la juridiction fiscale du payeur.

Numéro d'identification fiscale des entités du groupe

En application des normes de l'OCDE, reprises par l'Union européenne, il est demandé d'indiquer le numéro d'identification fiscale de chaque entité du groupe. Celui-ci peut être, **au choix** :

- le numéro de TVA intracommunautaire ;

- le numéro SIREN ;

- ou tout autre numéro qui permet d'identifier l'entité.

➔ Le numéro d'identification fiscale est obligatoire dès lors que l'entité s'en est vu attribuer un par la juridiction locale. Si l'entité ne dispose d'aucun numéro d'identification, le code « NOTIN » doit être renseigné.

Adresse de chaque entité

En plus de son nom et de son numéro d'identification fiscale, il est demandé de préciser l'adresse complète de l'entité. **Le défaut d'indication de la ville de localisation et du code du pays (y compris le code FR pour la France) de chaque entité constitue un motif de rejet de la déclaration.**

Activité de chaque entité

Si la case « autres » est cochée, il est obligatoire de mentionner dans ce tableau la nature exacte de l'activité de l'entité.

Informations complémentaires

Toutes les informations utiles à la compréhension de la déclaration (indication de la source des données, taux de change utilisé...) doivent être portées au niveau du tableau 3 intitulé « INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES » et non en annexe libre.

En effet, seules les données présentes sur la déclaration elle-même sont échangées avec les juridictions fiscales partenaires de la France.

➔ **Les informations figurant au cadre « informations complémentaires » (en dehors de la précision relative à la case « autres activités ») n'ont pas à être répétées sur chaque formulaire. Il suffit de porter les informations uniquement sur le formulaire « France » (FR).**

ATTENTION

En cas d'anomalie ou d'absence d'une donnée obligatoire, il est indispensable de souscrire une déclaration pays par pays rectificative qui annule et remplace la précédente (souscription d'une déclaration complète avec l'ensemble des formulaires répétables). Un certain nombre d'erreurs, affectant les données figurant dans les déclarations pays par pays déposées à ce jour, dont les plus fréquentes sont décrites sur le site Internet de l'OCDE, peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/topics/policy-sub-issues/cbcr/common-errors-mnes-cbc-reports.pdf>

SIGNALEMENT EN CAS DE DEMANDE DIRECTE DE LA DÉCLARATION PAR UN ÉTAT OU TERRITOIRE

Pour mémoire, les déclarations pays par pays ne doivent être échangées que selon le dispositif prévu par l'UE et l'OCDE qui repose sur leur échange entre les États. Aucune déclaration ne doit être transmise directement aux États et territoires partenaires. Si certains États ou territoires demandent la déclaration pays par pays directement aux entités constituantes des sociétés françaises sises sur leur territoire alors que celle-ci doit être échangée par les États selon le dispositif prévu par l'UE et l'OCDE, vous êtes invités à le signaler à la DGFIP.

Toute demande de dépôt non conforme doit être signalée, par courriel, au guichet international de la DGFIP (adresse courriel : bureau.sjcf4b@dgfip.finances.gouv.fr) en précisant le nom de l'État ou territoire demandeur, la date de la demande et l'exercice concerné.

Les précisions publiées par l'OCDE quant à la mise en œuvre de la déclaration pays par pays peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://www.oecd.org/fr/topics/sub-issues/country-by-country-reporting-for-tax-purposes/guidance-handbooks.html>